Si votre salaire ne suffit qu'à manger et dormir, ce n'est pas un travail, autrefois on appelait ça de l'esclavage. **George Orwell**

LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

RÊVE GÉNÉRALE

N° 503 - SAMEDI 7 NOVEMBRE 2026



5 novembre : 1,6 millions de manifestants en France, 350 à Chaumont, 200 à Langres. La mobilisation ne faiblit pas. La puissance de la manifestation a conduit le Premier ministre à convoquer une conférence sociale lundi 9 novembre. À mettre à l'actif de l'unité réalisée entre les salarié·es, les étudiant·es, les lycéen·nes et les Gilets jaunes... Et les retraité·es encore nombreux dans la manifestation chaumontaise...

Stop à la vie chère...

Ce ne sont plus les fins de mois qui sont difficiles, mais les mois tout entiers !

La France figure parmi les pays d'Europe où le carburant est le plus cher car le plus taxé. C'est ce que le ministre de l'Economie a déclaré tout en ajoutant « ce n'est pas une taxe qui m'empêche de dormir ». Facile à dire pour quelqu'un à qui le contribuable paye la voiture, le carburant et le chauffeur ! Mais nous, M. le Ministre, ça nous empêche de dormir de devoir calculer chaque jour comment on va pouvoir payer les factures qui s'alourdissent toujours plus.

Faire le plein pour aller travailler coûte toujours plus cher et même si on nous annonce une baisse du diesel et du fioul de 12 à 18 centimes par litre en moyenne, ils avaient tellement augmenté avant, qu'on reste à plus de 2 euros le litre de diesel et 1,78 pour le fioul. Quant au gaz, c'est encore 6,6 % d'augmentation au 1er novembre 2026. Aller au travail, se rendre à un rendez-vous médical, se chauffer devient un luxe. À la pompe, sur nos factures, au supermarché, tout augmente. En 5 ans le café a pris +111 %, le sucre +62,4 %, la viande hachée +47,63 %, le lait +44,44 %, les carottes +34,38 %, les œufs +25,41 %, l'huile +18,05 %.

Le constat est sans appel, ce ne sont plus les fins de mois qui sont difficiles, mais les mois tout entiers avec des salaires et des pensions de retraite qui ne suivent pas. La situation est pire pour les privés d'emploi et les personnes en situation de précarité ou de grande précarité.

La maigre augmentation de 1,4 % des pensions complémentaires Agirc-Arrco en novembre 2026 représente une hausse de 14 € pour une retraite de 1 000 €. Vraiment pas de quoi sauter au plafond, surtout quand on apprend que dans le funeste budget 2027, 2,3 millions d'euros sont prévus pour le futur bureau de Macron quand il quittera l'Élysée (loyer, charges, bail) en plus du chauffeur, de la protection policière etc.

Pour l'abolition de ces privilèges, contre la vie chère, continuons l'action !

Marie-Rose Patelli

STOP GÉNOCIDE
SOLIDARITÉ
PALESTINE
SAMEDI 7 NOVEMBRE
PLACE DE LA MAIRIE
11H - CHAUMONT

Trump : la déculottée

Déculottée, débâcle, déroute, des mots qui reviennent le plus souvent dans la presse écrite à propos des résultats des élections à mi-mandat au États-Unis. Le Sénat et la Chambre des représentants se sont colorées en bleu (la couleur des démocrates). Et dans cette victoire sans appel notons quelques résultats significatifs, histoire de faire grincer les dents aux fascistes du RN et de Cnews.

La démocrate Keisha Bottoms élue gouverneure de Géorgie, une première pour une femme noire aux Etats-Unis. Au Nouveau-Mexique, la démocrate Deb Haaland, membre de la tribu Laguna Pueblo, est devenue la première femme amérindienne élue à la fonction de gouverneure. Xavier Becerra en Californie sera le premier latino élu gouverneur. Chris Pappas, élu dans le New Hampshire, devient le premier sénateur ouvertement gay. Enfin, dans le Michigan, Abdul el-Sayed, de l'aile gauche du Parti démocrate, devient le premier musulman élu au Sénat...

PAGE 2 : Panneaux lumineux, municipalité opaque •• Qu'il est pentu, le chemin des Meuniers

PAGE 3 : Le JHM délocalisé •• Terminus, c'est pour quand •• Conférences et ciné-débat avec Amnesty

PAGE 4 : Après Trappes que fait l'Arcom•• La jeunesse emm... le FN

Chaumont

Panneaux lumineux, municipalité opaque

Retour sur la ténébreuse affaire des panneaux lumineux. Commençons avec un petit rappel car si vous avez lu le Jhm, vous risquez de n'y comprendre goutte.

Le syndicat CGT des retraité·es de Chaumont organise son Exposition d'Octobre à la maison des Carmélites depuis 2014. S'y sont succédé peintres, sculpteurs, photographes, graphistes. Cette expo est devenue un événement culturel dans la ville. Un événement public aussi qui voit passer de 400 à 800 visiteurs pendant un week end, suivant les années.

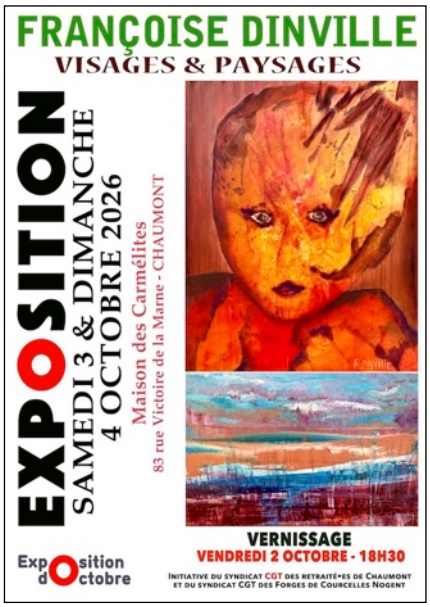
Pour annoncer l'évènement, nous envoyons au service communication de la ville l'affiche destinée aux panneaux lumineux défilants. Mais ça, c'était avant. Au mois d'octobre 2026, après que nous ayons reçu l'accord du service communication de la ville en septembre, *quelqu'un* a décidé de nous refuser la diffusion en invoquant le principe de neutralité... Ainsi donc, permettre à des artistes d'exposer leurs œuvres porterait atteinte au principe de neutralité dès lors que ce serait à l'initiative d'un syndicat. Ou alors, il faudrait effacer l'étiquette syndicale.

Le Jhm titre : «*La CGT retraités s'estime censurée*». S'estime ? Quand une information **culturelle** qui défilait régulièrement sur les panneaux lumineux, acceptée par le service compétent de la ville, conforme aux règles communément admises, cesse brusquement de paraître, quand on n'informe pas les organisateurs de ce virage à 180°, le mot censure serait inapproprié ?

S'il agit d'un cas d'amnésie transitoire, d'étourderie ou d'un coup de zèle intempestif, il suffit de nous le dire. L'incident sera clos. Notre syndicalisme est miséricordieux sauf pour les fachos.

Tout de même, nous voudrions bien savoir quel nouvel élu chaumontais a pris cette décision. Car cela jette un regard bien sombre sur la politique culturelle et de communication de la nouvelle municipalité. Comme un signe de rupture avec une vieille tradition républicaine à la sauce Chaumont.

Richard Vaillant



L'affiche de l'expo - Censurée

MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

Merci à Arlette, Xavier, Nathalie, Aline, Olivier, Aurore et Éric, Gérard, Lionel, Anne-Marie, Francis et Christine, Claire, Marinette, Bernard, Simone, Jacqueline, Annie, Michèle, Françoise et Jean-Paul, Patrick et Sylvie, Régis, Hervé, Josiane, Annick, Nathalie, Patrice, Dominique, Pierre, Richard, Sylvie, Christophe, Jeanne, Gillette et Jean-Claude, Alain, Jean-Louis, Maurice, Anne, Patricia, Jorge, Claudine, Colette, Christian et Marie-Claude, Marylène, Gisèle, Marie-Thérèse, Olivier, Margaret, Élise, Xavier, Jeannette, Séverine, Francis, Yvette, Jean-Marie, Claude, Jean-Claude, Évelyne, Jacques, Patricia, Marie-Thérèse, Nicole, Frédérique, Florent, Rachel, Mireille, Benoît, Agnès, Denis, Jean-Luc, André et Josette, Liliane, Pascal, Jean-Jules, Abdel, Jeanne, François, Christian, Jean-François, Michel, Ludmila, Marie-Christine, Chantal, Françoise, Claude, Geoffrey, Luc, Gérald, Josette, Jean, Jean-Pierre et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Nom : ..... Prénom : .....

Verse.....euros

Remettre à un.e militant.e du syndicat CGT des retraité·es de Chaumont

Qu'il est pentu, le chemin des Meuniers ...

Suite à la décision du Sded de supprimer le ramassage des ordures ménagères et des sacs de tri sélectif au chemin des Meuniers à Chaumont, se pose le problème très concret du sort des habitants trop vieux ou handicapés auxquels on supprime le ramassage au porte-à-porte.

Si le Sded dans sa réponse au lecteur qui nous a contactés développe longuement les raisons qu'il a de supprimer cette tournée, des raisons de sécurité, il n'offre aucune autre solution aux habitants que de disposer des bacs en haut de la rue où ils devront transporter leurs ordures depuis leur domicile. Quant à ceux qui n'en ont pas la possibilité physique, ce qui est le cas de notre lecteur, c'est clairement suggéré, « qu'ils se débrouillent ! «

Lorsque le Sded signe de nouvelles conventions avec des sociétés de ramassage des ordures ménagères, est-ce qu'il veille à ce que les conditions soient remplies pour l'égalité de traitement de tous les habitants du territoire ? Est-ce que la desserte des voies étroites et (ou) en pente est envisagée, avec un camion moins volumineux ou plus mobile ?

On ne peut se contenter d'annoncer le renoncement au porte-à-porte sans prendre en compte la situation des personnes qui vivent dans la rue concernée.

Et le problème se pose ailleurs qu'à Chaumont puisque le 26 septembre 2026 un député a posé une question ouverte à l'Assemblée nationale concernant l'application de la recommandation R 437 de la CNAMTS, soulignant que cette recommandation ne revêtait aucune valeur juridique contraignante et qu'il fallait redonner aux communes la possibilité d'apprécier les modalités de collecte les mieux adaptées à la sécurité des agents comme à celle de leurs administrés, notamment lorsqu'ils sont atteints d'un handicap physique.

En attendant, ni le Sded, ni la mairie n'offrent de solution à notre lecteur qui doit prochainement se faire opérer d'un genou.

Adriana Fernandez

A l'attention de l'ensemble du personnel de la société Rotochampagne

Au nom du Journal de la Haute-Marne,

UN GRAND MERCI

pour toutes ces années de collaboration

Marie-Jeanne Bletner, présidente

Le Jhm délocalisé

Quelque chose d'insolite s'est produit dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre. Un effet Halloween sans doute. On va acheter son pain, tôt le matin et son quotidien local. Étonnement, il n'est plus plié en deux, la *Une* semble différente et en page sports aucune information sur le déroulement du match CVB-Royan qui se déroulait la veille au soir, ni sur les résultats, sauf un bref « non communiqué ». Les nombreux supporters du CVB ont dû apprécier.

Heureusement qu'on a lu l'Affranchi. On y apprenait que l'imprimerie Rotochampagne, filiale du Jhm, est en liquidation judiciaire, que sa trésorerie est plombée par un passif de 997 000 euros et que 27 salariés sont licenciés.

Et on se dit que la direction du journal aurait pu tout de même en informer ses lecteurs. Question de convenance. Enfin n'exagérons pas, nous avons eu la primeur d'un petit encadré à la Une de l'édition de samedi 29 octobre (voir ci-dessus).

Remercier des salariés que l'on vient de « remercier », il faut une bonne dose de cynisme, surtout lorsqu'on est responsable un peu ou beaucoup de la gestion approximative de l'entreprise. Une imprimerie qui ferme, surtout celle du quotidien local, cela n'aurait-il pas dû amener des réactions de la classe politique départementale ?

Et le département sombre encore un peu plus dans la mouise. Imaginez, Le journal de la Haute-Marne imprimé hors Haute-Marne.

Le Terminus c'est pour quand ?

Dans son édition du 30 octobre, le Jhm a fait un point sur l'avancée, ou plutôt la stagnation des travaux de rénovation de l'ancien hôtel Terminus Reine, place de la gare.

Le groupe Urbaneo, porteur du projet de création d'un Kyriad prestige**** avait en son temps annoncé le début des travaux en 2025, pour une ouverture fin 2026, donc demain !

Responsables du retard, l'administration et des appels d'offre infructueux ? Le directeur se veut aujourd'hui *rassurant* en déclarant *« on a l'espoir d'attaquer les fondations à la fin de l'année »*, l'ouverture est *espérée* pour fin juin 2028.

Si un tel projet repose sur «l'espoir de…» c'est pour le moins inquiétant. Inquiétant pour la ville de Chaumont et ses finances, donc les nôtres.

Elle a garanti pour un montant de 2,9 millions d'euros le prêt consenti par la Caisse des dépôts et consignation à l'emprunteur si celui-ci se révélait défaillant.

Nous n'en sommes pas là, mais souvenons-nous que lors du lancement du projet, certains s'étaient émus de son ambition démesurée et de l'opportunité pour la ville de le cautionner. Urbaneo, qui se définit comme "le leader des grands projets urbains", devrait avoir les moyens de ses ambitions.

La vigilance est de mise et des garanties à rechercher. Perdre 2,9 millions d'euros alors que l'on gratte 23 000 euros sur la culture, ça ferait vraiment mauvais genre.

Louis Laprade



Honteux

Le plafond des indemnités journalières après un accident du travail ou pour une maladie professionnelle passe au 1er novembre à 1,8 Smic, contre plus de 3 actuellement.

« L'objectif est de responsabiliser les entreprises dans lesquelles se produisent les accidents », dit le gouvernement. En attendant, c'est la double peine pour les salariés accidentés ou malades à cause de leur travail.

MIGRANTS, MIGRATIONS DE QUOI PARLE-T-ON ?

Deux conférences et un ciné-débat à l'initiative d'Amnesty



Taxe émeute : refusons de payer la facture

Après la loi « casseur-payeurs » adoptée par le Sénat (dont nos deux sénateurs haut-marnais) qui prévoit de rendre les manifestants collectivement responsables des dégradations commises lors de rassemblements, le gouvernement poursuit son offensive contre les mobilisations citoyennes.

Il veut nous imposer, dès le 1er janvier 2027, une surprime de 0,8 % sur tous les contrats automobiles et d'habitation ainsi que ceux des entreprises et des collectivités pour payer les dégâts liés aux violences lors des manifestations.

D'abord, en quoi les Haut-Marnais seraient ils concernés alors qu'il n'y a eu aucun dégât dans notre département ?

De plus, s'il y a des casseurs à faire payer, ce sont bien ceux qui, depuis des années, cassent méthodiquement les services publics, l'éducation, la santé, la sécurité sociale et imposent des politiques d'austérité au profit du grand patronat ainsi que pour financer leurs guerres.

Rappelons que le maintien de l'ordre du ministre de l'intérieur Nunez est payé par nos impôts et qu'il a des comptes à nous rendre lorsqu'il est incapable d'assurer correctement la sécurité des biens et des personnes et préfère matraquer les manifestants, les blesser, les éborgner...

Marie-Rose Patelli

Après Trappes, que fait l'ARCOM ?

Une pétition demandant à «supprimer CNews de l'audiovisuel français» a été déposée en juin sur le site de l'Assemblée nationale. Elle a vivoté jusqu'au 27 octobre, mais cette semaine elle a allégrement dépassé les 900 000 signatures. Elle devrait donc pouvoir s'imposer en sujet de débat auprès des députés.

On ne va pas se faire d'illusions sur le sort que nos élus réserveront à cette initiative. Mais ça aura au moins le mérite de faire réfléchir les Français sur l'intérêt qu'il y a, pour un état, d'ouvrir ses propres canaux de diffusion à des médias dont le but serait avant tout de le fracturer.

Si on estime qu'au nom de la liberté d'expression, Bolloré a le droit de déverser sa haine et ses idées mortifères, qu'il ait au moins la décence de ne pas profiter d'un domaine public dont il prône la démolition. Qu'il se débrouille par ses propres moyens, lesquels sont d'ailleurs scandaleusement exorbitants.

Ça nous amène au vrai responsable : l'Arcom.

L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique ne se donne pas vraiment les moyens de faire respecter ses propres règles. Le texte de la pétition rappelle que ses 27 rappels à l'ordre et ses «petites» amendes n'ont jamais dissuadé CNews de diffuser des fausses nouvelles et d'encourager les propos racistes. Or le drame de Trappes et bien d'autres avant lui montrent bien à quel point les discours de haine, répétés en boucle sur les chaînes d'information en continu, finissent par engendrer des passages à l'acte.

Sur les réseaux sociaux, de nombreux internautes se sont réjoui de l'attentat et ont félicité le tueur de Trappes. Plusieurs ont été identifiés et présentés devant la justice. L'un d'eux a expliqué qu'ayant vu sans discontinuer, durant des heures et des heures, des images de saccages et entendu les commentaires selon lesquels les auteurs seraient des racailles de banlieues issues de l'immigration, il avait fini par devenir fou de rage.

Le lien étant fait dans de nombreux cas entre images abrutissantes et passages à l'acte, on est en droit d'attendre une vraie réaction de l'Arcom. Eh bien figurez-vous qu'elle a écrit aux chaînes de télévision et aux radios pour *«les appeler à la plus grande vigilance dans le traitement des manifestations et des troubles à l'ordre public survenant depuis le 17 octobre»*.

Pour le reste, elle indique être en train d'étudier certains propos mensongers ou racistes qui lui ont été signalés. Et elle précise qu'elle transmettra au procureur tout ce qui lui paraîtra très problématique.

Il faut lui demander si elle se sent vraiment à la hauteur des faits et des enjeux.

Lionel Thomassin

L'eau en Haute-Marne

Les restrictions d'eau dans notre département viennent d'être levées. Une situation inédite en ce début novembre où les nappes phréatiques sont encore au plus bas par manque de pluie.

On notera les consignes infantilisantes de Mme la Préfète nous recommandant d'éviter de laisser couler l'eau lors du brossage des dents ou de préférer la douche au bain.

Par contre, pour préserver les ressources en eau, nous attendons de Mme la préfète l'interdiction des élevages industriels de poulets, grands consommateurs d'eau potable, notamment lors du nettoyage des hangars tous les 40 jours, entre chaque passage de bande d'élevage de 38 500 poulets.

Marie-Rose Patelli

La jeunesse emmerde le FN...

On entend beaucoup dans les manifestations de la jeunesse ce célèbre refrain de la fin des années 80, issu du répertoire des Bérurier Noir.

Au-delà du caractère potache du slogan, on sent bien la crainte et le défi que nous lance la nouvelle génération qui n'a pas l'intention de se laisser voler son avenir par le parti de la haine, de la violence, du recul des droits.

Elle ne se laisse pas berner par l'argument fallacieux brandi par les soutiens du clan Le Pen : *« on n'a pas essayé »*.

Mais bien sûr que si, on a essayé, dans les années 40 avec la collaboration, dans la guerre d'indépendance de l'Algérie et toutes les luttes de décolonisation de l'empire français, dans les luttes syndicales et étudiantes à partir des années 60, dans les multiples dérapages idéologiques, éthiques des années 80, 90 et 2000.

On a essayé dans les villes gérées par des élus RN qui multiplient les provocations policières, les coupes claires dans les budgets sociaux et culturels, ne prenant aucune initiative novatrice, se satisfaisant du plus pur conservatisme crasse en attendant d'avoir les coudées franches en cas de victoire nationale.

On a essayé au Parlement européen où les élus RN se font remarquer par leur absentéisme, leur capacité à détourner l'argent des contribuables, à voter contre la protection environnementale, leur proximité avec l'envahisseur russe ou israélien et toutes les oligarchies, à soutenir le Brexit.

On a essayé à l'Assemblée nationale, où ils votent contre les droits des femmes, contre la venue des médecins dans les déserts médicaux, contre les lois de protection de la jeunesse, contre les budgets de la culture et de l'éducation nationale, contre la protection de l'environnement.

On a essayé leur vision de la culture et de l'information avec CNEWS, Europe 1, le JDD, Frontières.

On a aussi essayé partout dans le monde avec Trump, Orban, Milei, Bolsonaro, Netanyahou. Un désastre politique qui ne vise que le profit des clans au pouvoir et maintenir une tension exacerbée entre les peuples pour leur permettre de poursuivre leur prédation.

La jeunesse nous rappelle avec détermination à notre responsabilité collective dans ce moment gravissime.

Loïs Darien

Journal du Syndicat CGT des retraité·es de Chaumont 24 av. du Général Leclerc 52000 Chaumont Tél : 06 79 61 00 78
https://cgtretraites-chaumont.fr https://www.facebook.com syndicat.cgt.retraites.chaumont/
Imprimé avec l'argent des cotisations syndicales et les dons des lecteurs N° 503 - SAMEDI 7 NOVEMBRE 2026
UNE : RÊVE GÉNÉRALE UTOPISTE DEBOUT - CRÉATION NE PAS PLIER *2006. Autocollant 10,5. x 15 et 15 x 20 cm*